

Allocution de S.E. Monsieur le Professeur Hassan Diab
Président du Conseil des ministres du Liban
À l'occasion de la 31e session extraordinaire
de l'Assemblée générale des Nations unies
consacrée à la pandémie mondiale de maladie à coronavirus
(COVID-19)

3 décembre 2020

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée Générale des Nations Unies,

Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord d'exprimer ma profonde gratitude aux États membres pour leur décision de convoquer une session spéciale consacrée à la pandémie de Covid-19 au titre du point 128 de l'ordre du jour, intitulé "Renforcement du système des Nations Unies". En ce moment critique, je participe à la conférence d'aujourd'hui avec des sentiments mitigés, encouragé d'une part par le fait que la communauté internationale intensifie sa réponse globale à la Covid-19, mais attristé de constater que la pandémie a coûté la vie à plus de 1,3 million de personnes et a paralysé l'économie mondiale.

Le Liban a dû faire face à de nombreux défis pour se préparer à la pandémie émergente: L'épidémie de Covid-19 a frappé à un moment difficile où le pays était aux prises avec des crises existentielles, socio-économiques et financières simultanées et sans précédent, ce qui a entraîné une aggravation de ses conditions désastreuses. En outre, le pays est densément peuplé, avec 6,9 millions d'habitants - dont 87,2 % vivent dans des zones urbaines – et dont 2 millions sont des personnes déplacées et réfugiées, et 500 000 travailleurs migrants, tous installés dans un rayon de 10 452 km² avec une densité de population de 667/Km².

Une cellule de crise ministérielle a été mise en place pour superviser la préparation et la réponse nationale à la Covid-19 et prendre les mesures nécessaires pour contenir sa propagation. Nous avons lancé une "réponse gouvernementale globale" par le biais d'un partenariat public-privé axé sur un confinement précoce et agressif afin de permettre le renforcement des capacités de réponse aux cas de Covid-19.

Le secteur des soins de santé libanais est fragmenté, avec des hôpitaux de capacités diverses, dont 84% sont privés et principalement concentrés dans les grandes villes. Le gouvernement a pris des mesures opportunes et agressives pour fermer des secteurs et mettre en place un confinement national, avec seulement quelques cas signalés, et l'indice de rigueur de la réponse gouvernementale a atteint un point culminant de 85. Au cours des premiers jours de la première vague, un seul hôpital public a été désigné comme site de traitement, après avoir fourni les ressources nécessaires en partenariat avec l'OMS. Cela a donné aux autres hôpitaux le temps de renforcer leurs capacités d'accueil. En outre, cette approche a permis de limiter l'exposition des hôpitaux non préparés, qui ont été à l'origine de foyers de contamination communautaire dans les

premières semaines et a prouvé son efficacité en maintenant le Liban en phase d'endiguement et parmi les 15 premiers pays qui ont écrasé la première vague du virus. Cependant, après l'explosion malheureuse du port de Beyrouth le 4 août qui a fait plus de 6000 blessés, le Liban a commencé à afficher une croissance exponentielle alarmante du nombre de cas, avec l'incapacité du système de santé de gérer cette croissance, d'autant plus que l'explosion a entraîné la destruction de 3 grands hôpitaux à Beyrouth. En conséquence, le gouvernement a eu recours à un deuxième bouclage national le 14 novembre, en imposant un couvre-feu national de 17 heures à 5 heures du matin, laissant les entreprises essentielles en activité. Au 29 novembre, le Liban avait enregistré environ 127 000 cas de Covid-19 et 1004 décès.

L'impact socio-économique de la Covid-19 résultant du couvre-feu est massif dans un pays qui fait face à son pire effondrement économique depuis son indépendance, avec une prévalence globale de la pauvreté en 2020 à 60% de la population dont 23% vivent dans l'extrême pauvreté (pauvreté alimentaire) et 60% de la main d'œuvre travaillent dans un cadre informel. La Covid-19 constitue une crise dans une crise par rapport aux libanais contraints de faire le choix difficile entre : mourir du coronavirus ou mourir de pauvreté. Le gouvernement a mis en place un programme modeste de mesures économiques pour tenter de compenser l'impact du nouveau choc sur la population. Toutefois, ce programme ne représente que 1 % de notre PIB et reste bien en deçà de ce que d'autres pays dépensent pour atténuer l'impact de la Covid-19 sur son environnement socio-économique. D'où l'extrême nécessité de l'assistance internationale pour consolider le filet de sécurité sociale au Liban. Ces indicateurs alarmants décrivent la gravité de la situation qui a été encore aggravée par l'explosion

catastrophique du port de Beyrouth le 4 août 2020. Ce jour-là, environ 300 000 habitants de la ville ont perdu leur maison, 204 personnes sont mortes et plus de 6500 ont été blessées. Des dizaines d'écoles, d'hôpitaux et d'établissements de santé ont été partiellement ou complètement détruits, tandis que les hôpitaux et les centres médicaux, qui sont restés opérationnels, ont été submergés de patients cherchant à se faire soigner des blessures subies lors de l'explosion et de la Covid-19.

En effet, en raison de l'augmentation du nombre de cas de Covid-19, de nombreux hôpitaux manquent de lits dans les unités de soins intensifs et connaissent des pénuries de fournitures médicales et d'équipements médicaux essentiels. Le personnel médical est surchargé, notamment en raison du niveau inhabituel d'émigration des médecins et des infirmières, outre leur exposition au virus.

Plus que jamais dans son histoire, le Liban se retrouve avec un soutien international extrêmement limité. Alors que d'autres pays ont reçu des fonds d'urgence du Fonds monétaire international (FMI) pour la réponse à la Covid-19, le Liban, étant dans un moratoire sur la dette, n'y a pas eu accès. Le financement extérieur a été lent à venir, avec un montant très limité.

De plus, la pandémie de Covid-19 a déraillé et a encore retardé nos efforts pour mettre en œuvre l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Pour conclure, je souhaite exprimer ma gratitude aux Nations Unies, aux organisations internationales et aux donateurs qui aident le Liban dans sa lutte contre la pandémie de Covid-19. Cependant, la lutte mondiale n'est pas encore achevée car le monde entier connaît une recrudescence des cas. Je suis fermement convaincu que la victoire contre un "ennemi

commun", tel que décrit par le Secrétaire général des Nations Unies, dépend de notre solidarité, de notre coopération et de nos efforts concertés. C'est pourquoi le Liban se félicite d'une réponse globale, inclusive, multidimensionnelle et axée sur les personnes, sous la supervision diligente des Nations Unies, pour faire face à la propagation de la pandémie et à ses diverses retombées. J'espère sincèrement qu'une attention particulière sera accordée aux pays en développement, y compris le Liban, dont beaucoup sont confrontés à la perspective désastreuse d'un effondrement économique et social ainsi qu'à des récessions profondes et débilantes.

Je vous remercie.